



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

« Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain »

Le rôle majeur des organisations de la société civile dans l'autonomisation des femmes

Encouragés par les réalisations des pays développés et leur succès dans l'établissement de relations internationales, les pays en développement ont fait du renforcement du développement social leur principal objectif. Mais on ne saurait parvenir à une société développée sans la participation de la majeure partie de la population, c'est-à-dire des deux sexes (hommes et femmes) pour qu'ils jouent leur rôle dans la société.

Le nombre de femmes actives, notamment à des postes de direction dans un pays donné, est l'un des facteurs qui renseignent sur le niveau de développement de ce pays.

Pour parvenir à cette participation active, une société a besoin de beaucoup de préparation, culturellement et structurellement, afin qu'elle soit prête à accepter que les femmes s'impliquent au même titre que les hommes dans le processus de développement.

À cet égard, l'accent devrait être mis sur deux groupes de femmes, à savoir :

- 1) Les femmes titulaires de diplômes universitaires qui font partie des atouts d'un pays;
- 2) Un gros investissement devrait être fait dans les régions défavorisées pour organiser des formations, notamment au profit des jeunes femmes appelées à trouver leur place dans la famille et la société.

C'est là où le rôle majeur des organisations non gouvernementales devient plus clair et essentiel pour faciliter la préparation et la participation, mais aussi pour veiller au développement continu et à la stabilité tout au long du processus.

Aussi, Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth a-t-elle décidé de se concentrer sur ce sujet comme thème principal en accord avec le thème prioritaire de la soixantième session de la Commission du développement social à l'ONU, qui aura lieu en 2016.

Fondée en 2005, Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth est une organisation non gouvernementale à but non lucratif visant à promouvoir les activités commerciales orientées vers le secteur privé pour les femmes et les jeunes en insistant sur l'entrepreneuriat innovant. Les cinq principaux domaines d'action de la Fondation sont :

- Trouver des possibilités d'entrepreneuriat et des perspectives commerciales au niveau local;
- Soutenir les jeunes pousses et les jeunes entrepreneurs;
- Trouver de jeunes talents et soutenir le développement des adolescents grâce au programme « Entrepreneurship Room in Schools »;

- Renforcer les capacités des entrepreneurs et des chefs d'entreprise et recueillir des informations sur leur expérience professionnelle;
- Promouvoir l'entrepreneuriat social et le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales.

Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth a mis en place de tels projets dans des zones mal desservies et marginalisées en vue de promouvoir la participation des femmes à la vie économique et sociale.

Au cours des dix dernières années, la Fondation a créé avec succès des modèles nationaux et productifs dans les domaines suivants : « les femmes et l'économie », « les femmes et la pauvreté » et « l'autonomisation des femmes ».

Ces projets pourraient croître, évoluer et atteindre d'autres communautés en développement. La promotion de l'entrepreneuriat créatif, d'autres activités commerciales génératrices de revenus et orientées vers le marché privé et des possibilités d'emploi indépendant pour les femmes et les jeunes renforce non seulement leur rôle dans les sphères économique, sociale et culturelle, mais aussi leur indépendance intellectuelle.

Pour résumer, voici nos principes directeurs à envisager par les organisations pour parvenir à un développement durable par l'autonomisation des femmes :

- Encourager l'entrepreneuriat féminin, d'autres activités commerciales génératrices de revenus et orientées vers le marché privé, les possibilités d'emploi indépendant pour les femmes par le renforcement des principales infrastructures telles que l'éducation, la consultation, les ressources financières, la réglementation et l'accès à l'information.
- Autonomiser les femmes, notamment celles qui vivent dans des zones marginales, en particulier les femmes chefs de famille par la création d'entreprises à domicile, et les soutenir à l'aide des ressources qui leur permettent d'accéder au marché du travail.
- Établir un lien entre les réseaux d'organisations non gouvernementales locales à l'échelle nationale et appuyer leur communication internationale afin de renforcer la présence des femmes dans le domaine économique, social et culturel, quantitativement et qualitativement. Dans ce cas, il est préférable que la direction relève d'une organisation principale (officiellement ou non).
- Mettre en place davantage de programmes d'action pour augmenter la présence des femmes à des postes de décideur.
- Offrir des programmes éducatifs aux femmes qui ne peuvent pas se le permettre ou qui rencontreraient de nombreuses difficultés et entraves pour poursuivre leurs études. Cela aidera certainement à instaurer une culture de base.
- Encourager les femmes à avoir davantage confiance en elles, de sorte qu'elles fassent partie de la société et qu'elles s'occupent de leurs enfants avec plus d'assurance.